

LA TRANSYLVANIE

Organe du comité national

des Roumains de Transylvanie, du Banat et de Bucovine

Adresse du Comité à M. Woodrow WILSON, Président des États-Unis

Monsieur le Président,

Le Comité de Paris des Roumains de Transylvanie, du Banat et de Bucovine est heureux de présenter ses hommages au chef d'Etat auquel la Providence a confié les destins du peuple qui est devenu le gardien de la chose la plus sacrée dont est faite la civilisation du monde, du droit, auquel la force brutale a voulu se substituer.

Nous, Roumains de Transylvanie, du Banat et de Bucovine, nous devons une double reconnaissance aux Etats-Unis d'Amérique.

Vous avez fait, par la puissance du génie, de votre peuple, du droit des peuples opprimés par les puissances des ténèbres, la base du progrès humain et lorsque vous avez vu, que la force de votre pensée ne suffit pas à les convaincre, vous avez mis au service de ce droit, pierre angulaire de toute l'évolution future du monde, toutes les ressources matérielles et intellectuelles de votre pays. Vous êtes venus ainsi vous ranger aux côtés des soldats du droit, pour accomplir la volonté de Dieu qui est le règne de la justice.

Vous avez, par cet acte, suivi la tradition de votre peuple, et vous avez réalisé le vœu d'un de vos prédécesseurs. « La grande loi de la justice devrait régner non seulement d'homme à homme, mais aussi de peuple à peuple », car, disait-il, la grande tache sur la moralité internationale européenne dans les vingt dernières années n'a pas été la guerre, mais la paix infâme conservée par l'action solidaire des grandes puissances. Il ajouta: « La mission des Etats-Unis d'Amérique est de porter la lumière partout, où règnent les ténèbres ».

Par la puissance de la lumière répandue par votre pays, le monde a dû adopter les principes de la démocratie aussi de peuple à peuple.

Vous avez proclamé que les petites nations ont droit à la liberté et à l'indépendance, au même titre que les grandes nations et vous êtes venu parmi nous pour veiller à ce qu'aucune atteinte ne soit portée au principe auquel vous avez sacrifié le plus noble de votre sang et qui doit assurer la paix du monde.

Vous avez agi de telle manière, que ce qui nous a paru un espoir chimérique est devenu une réalité. Vous avez appuyé, avec tout le poids de l'autorité de votre peuple, l'idée suivante d'un grand philosophe de cette noble France : « Malgré les succès passagers des préjugés et l'appui qu'ils reçoivent de la corruption des gouvernements et des peuples, la vérité seule doit obtenir un triomphe durable ». Or, une des grandes vérités est que le progrès et la liberté sont indissolublement unis. Vous avez aidé le monde dans sa transition orageuse et pénible d'une société grossière à l'état de vraie civilisation, dans la plus grande crise de sa marche vers son perfectionnement.

Les Roumains de Transylvanie, du Banat et de Bucovine ont contracté envers les Etats-Unis d'Amérique une grande dette d'honneur. Lorsque les gouvernements hongrois de Budapest adoptèrent des méthodes prussiennes pour forcer les Roumains de Transylvanie et du Banat d'abandonner leur patrie en masse, c'est aux Etats-Unis d'Amérique qu'ils ont trouvé une vraie patrie et la liberté qu'il ne leur avait pas été donné de connaître jusque-là.

Vice-Président du Comité des Roumains
de Transylvanie et de Bucovine :

Secrétaire Général :

T. VUIA.

D. N. COMSA.

Le sentiment religieux en Roumanie ⁽¹⁾

QUELQUES TRAIT'S DE L'AME ROUMAINE.

Parmi les grands problèmes que la guerre présente a soulevés, se trouve celui de l'éducation morale et religieuse des peuples. La conscience humaine, comblée d'une vie frivole, dont la conséquence a été en partie cette guerre, la plus cruelle entre toutes, et exaltée par les sacrifices magnifiques de centaines de mille d'individus, comme dans

(1) Discours prononcé au Congrès de l'Anglo-Eastern Association, qui a eu lieu à Londres, le 27 octobre 1918.

l'époque glorieuse des premiers siècles chrétiens, elle s'est réveillée pour de nouveaux idéals qui dépassent notre compréhension, mais dans la lumière desquels nous pouvons seulement comprendre le sacrifice de Golgotha. Nous vivons à présent une partie de ce temps sacré.

Ce serait la plus grande erreur de la part de l'Eglise et de la société, si — à l'abnégation religieuse des millions de soldats qui se sont sacrifiés pour les plus hauts et les plus saints idéals — on ne répondait pas avec la préparation de cette génération et de celles à venir, pour les bien comprendre, pour s'en pénétrer et pour les appliquer dans la vie, comme un saint héritage.

Certes, l'armement a eu sa part dans la victoire contre l'ennemi; mais le stimulant le plus puissant de nos héros sur le champ de bataille, c'étaient leur force d'âme et la foi dans la sainteté de la cause pour laquelle ils combattaient. C'est pour ce motif, que le problème religieux n'est pas moins important que les autres, qui seront soulevés par cette guerre affreuse.

Il était naturel que l'Angleterre, où la conscience religieuse est la plus vive et où l'Eglise est le plus estimée, convoquât ce meeting qui a pour but un rapprochement amical entre l'église anglaise et les églises orientales.

Si je ne puis pas dire la même chose de l'église roumaine, à cause de beaucoup de circonstances politiques et historiques, tout homme qui a connu la Roumanie, en particulier dans ces dernières années de guerre, a pu constater que notre peuple, dans sa grande majorité, a une conscience religieuse qui, si elle n'est pas toujours manifestée par des actes extérieurs de culte, est du moins aussi haute que celle des peuples de l'Occident.

**

Je vais essayer de mettre devant vous quelques caractéristiques de l'âme roumaine.

Le Roumain aime sa religion autant que son foyer, sa langue et sa patrie. Il ne la connaît pas d'une manière savante, il n'a pas une idée claire de ses principes; mais il sait que c'est la religion de ses parents et de ses ancêtres et qu'il doit la respecter comme il respecte sa propre vie. Tout homme qui est venu plus près en contact avec l'âme roumaine, s'est aperçu de son côté religieux.

Dans sa brochure: « The Justice of Rumania's cause », Mr Leeper remarque, avec précision, un trait de ce côté, en disant: « Le paysan

« roumain est, par nature, le plus tolérant des hommes. En Roumanie
« et dans la Hongrie roumaine, orthodoxes, uniats, catholiques,
« romains, luthériens, calvinistes, juifs, Arméniens, Bohémiens, Tatars,
« Turcs, vivent tranquillement l'un à côté de l'autre. La Moldavie et
« la Dobroudja ont servi comme lieux de refuge à différents hérétiques
« comme Skopsis et Malocans qui ont trouvé la vie intolérable dans
« l'Empire russe. Des observateurs impartiaux — observateurs juifs
« compris — ont reconnu la tolérance innée du paysan roumain. »

A côté de la tolérance, une autre caractéristique de l'âme roumaine, c'est l'hospitalité, qui constitue pour le roumain un devoir presque religieux.

Le roumain reçoit l'étranger comme il reçoit un des siens, et il est fier de recevoir des visites et de leur offrir tout ce qu'il a de mieux. Il ne hait pas ceux qui l'ont offensé et leur pardonne vite. Nous pouvons découvrir dans les profondeurs de son âme, la plus grande bonté et le plus large pardon. Quelle construction splendide ne pourrait-on pas élever sur une telle base par une bonne éducation religieuse ! Malheureusement, cela lui manque à présent !

Les Roumains ont donné expression à leurs sentiments religieux, en élevant de belles églises et de merveilleux monuments qui sont répandus à travers tout le pays. Ils ont été construits dans la plupart des cas, par les paysans. Il n'est pas toujours facile d'obtenir des paysans roumains, une aide financière pour l'érection des monuments dont ils ne comprennent pas très bien le but ; mais pour l'érection des églises, ils donnent presque toujours leurs derniers sous. C'est pour cela, que les constructions des autres institutions sont toujours laissées aux soins de l'Etat. Il n'en est pas de même pour les églises.

Nous avons quelques monuments religieux du passé qui peuvent rivaliser avec ceux de l'Occident.

Un voyageur anglais du commencement du XIX^e siècle, qui a été aussi consul général et a vécu longtemps dans les Principautés, Wilkinson, connaissait très bien notre pays et parlant sur le monastère Curtea de Arges, écrit dans son « Account of the Principalities of Walachia and Moldavia » : « L'ensemble de l'extérieur est tout entier en marbre sculpté, quelque chose dans le style de la tour de l'église St-Etienne de Vienne, mais beaucoup plus élégant. L'ensemble produit un effet très frappant ; et comme il a conservé parfaitement sa beauté originale, c'est sûrement un monument dont les Walaques peuvent être fiers, dans n'importe quelle partie de l'Europe ».

Mais nous pouvons mieux connaître les vertus religieuses de notre

peuple dans des temps durs comme ceux-ci, alors que le Roumain s'est montré capable de hauts faits et a supporté avec une résignation stoïque tous les malheurs qui l'ont accablé. Je suis heureux de vous dire, que moi-même j'ai été au front comme aumônier militaire dans un régiment de chasseurs (le 4^e de Jassy), depuis le commencement de notre guerre jusqu'au mois d'octobre dernier, et que, ayant été plus d'une année au milieu de nos soldats, j'ai pu voir des faits d'héroïsme, en face desquels l'ennemi même devait s'incliner.

Quoique pas toujours assez bien nourri et habillé, et pendant des mois entiers obligé de rester sur le même front, affrontant l'ennemi, sans la possibilité de quelques jours de repos, notre soldat restait à son poste, sentinelle vigilante. Méprisant le danger de la mort, il avançait toujours en dépit des plus durs combats et ne s'arrêtait que quand cela lui était ordonné.

Un officier allemand prisonnier, me dit une fois, que les Allemands étaient étonnés de l'indifférence avec laquelle nos soldats avançaient sous le feu de leur artillerie, et il ajoutait : « Nous sommes depuis « presque trois ans en guerre, et pourtant nous sommes encore intimidés « par vos canons et souvent, ils empêchent notre avance ».

Une fois entrée dans un village ou une ville ennemis, la conduite de notre soldat envers la population était, non seulement correcte, mais même pleine de miséricorde. Après notre retraite de Transylvanie en automne 1916, les journaux hongrois même remarquaient la conduite civilisée et chrétienne de notre armée dans leurs villes et villages. Ce ne fut pas une seule fois que je vis nos soldats donner leur pain aux enfants, aux femmes et aux vieillards, qui étaient restés sur place. Leur conduite a été la même envers les prisonniers. Le Roumain est incapable des cruautés et de tous les crimes qui caractérisent l'âme de nos ennemis et en particulier des Bulgares.

Dans sa retraite — à notre entrée en Transylvanie — l'ennemi avait quitté ses églises, sans rien enlever. Jamais soldat roumain n'a osé y toucher d'une manière ou d'une autre. Si l'ennemi a usé des mêmes principes en Roumanie et dans tous les territoires qu'il a envahis, point n'est besoin de le dire ici !

Mais le trait le plus caractéristique de l'âme de notre peuple, paysan aussi bien que soldat, se voit dans la conduite qu'il a eue au temps où le peuple et l'armée russes sont tombés en proie à l'anarchie, qui était préparée depuis longtemps par les propagandistes allemands. Quand la discipline commençait à s'ébranler dans les régiments russes, quand des manifestations en faveur d'une paix allemande étaient faites

dans les rues de Jassy et sur le front par des soldats russes, quand nos trains étaient envahis, occupés et quelquefois même détruits par les mêmes soldats errant partout..., les nôtres restaient toujours à leur poste, toujours respectueux et obéissant à leurs supérieurs et conscients de leur grand devoir.

Au lieu d'être influencés par leurs camarades russes, anarchisés par la propagande allemande, c'était le contraire : ils influençaient ces derniers. C'est ainsi que nous pouvons expliquer pourquoi les armées russes de notre front ont été les dernières à recevoir la proposition de paix allemande.

Ce serait trop long de vous raconter combien notre population a souffert, non seulement par une terrible maladie, le typhus, mais aussi par les deux occupations, russe et allemande, sans murmurer et toujours avec l'inébranlable foi dans la justice et le triomphe de sa cause.

J'ai exposé devant vous ces quelques caractéristiques de l'âme de notre peuple, pour vous montrer que la Roumanie — quoiqu'elle ne se trouve pas au même niveau social que ses grands alliés d'Occident — est au point de vue spirituel aussi haute qu'eux. Elle a discerné où est la justice et le droit; elle est venue là et « joua la part héroïque d'affronter de grands risques et d'endurer de grandes souffrances pour des idéals — l'unité de la race roumaine, la cause du progrès démocratique et la liberté nationale ».

Comme en temps de guerre, elle espère aussi être aux côtés de ses grands alliés après la guerre, pour apprendre d'eux le chemin de la vraie civilisation et de la démocratie. C'est avec leur aide qu'elle veut recommencer la rénovation de notre vie spirituelle sur la base des splendides vertus, dont je viens de vous parler et des institutions dont les premières sont l'Eglise et l'école.

★★

En ce moment, où des millions de soldats ont pris la croix et ont suivi le commandement du Seigneur, en combattant pour le triomphe de la justice et de la liberté sur la tyrannie, en ce moment, où les hommes politiques pensent à la fondation d'une société des nations après la guerre — dans un esprit d'humanité — c'est aussi le moment le plus favorable de travailler au rapprochement de ces églises, qui désirent aller dans le chemin du Seigneur. Ce fut le Fils divin qui, le premier, prêcha au monde la fraternité; et c'est pour cette raison que nous devons aussi les premiers travailler à sa réalisation. C'est à l'église

anglaise que revient le mérite de cette initiative. C'est elle qui a exprimé ce désir et provoqué ce meeting. Vous avez défini le but de cette association en disant très bien : « Nous n'avons pas l'intention d'orientaliser l'église anglicane, ni le désir que l'église d'Orient devienne occidentale. Mais à côté de cette diversité extérieure, nous savons que dans la succession apostolique, dans la juridiction, la foi et les sacrements, nous avons une unité fondamentale : Une sympathie toujours croissante en matière pratique existe parmi nous, et le sentiment que nous avons beaucoup à apprendre les uns des autres en matière de foi et de dévotion, et beaucoup à nous offrir en fait d'aide réciproque et d'expérience, ayant en vue nos problèmes communs sur l'œuvre religieuse, sociale et missionnaire ».

C'est là aussi le sens de la fondation de la *Société Anglo-Roumaine*, qui a un programme encore plus large.

J'espère que nous aurons en Roumanie, dans peu de temps, la même Société. Les Roumains sont fiers de cet honneur et auront beaucoup à apprendre — à tous les égards — de la plus grande et de la plus puissante nation du monde.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

A la fin du XVIII^e siècle (1786), une Anglaise fit une visite à notre pays. En le quittant, lady Craven s'écria : « On pourrait dire de ce pays, que c'est un diamant mal enchâssé, qui devrait être renouvelé par une main habile et experte ».

Cette « main habile et experte » nous est venue plus d'un siècle plus tard dans la personne de S. M. la Reine Marie.

S. M. notre Reine, travaille sans relâche pour faire que ce diamant respandisse à la vue du monde. Elle sait qu'être « la Reine d'un petit pays » signifie travail, souci, espoir, beaucoup d'efforts et souvent peu de résultats. Mais le champ d'action est vaste, et pour une « âme de bonne volonté, l'œuvre peut être grande ». Sa Majesté aime son pays et elle en est aimée. « Elle a besoin qu'il soit cher aux autres. Elle voudrait que son pays de naissance, vit cet autre pays avec les yeux de sa reine ».

Tous les regards et toutes les espérances du peuple roumain sont dirigés, à présent, vers le pays natal de sa gracieuse reine.

P. Cicerone JORDACHESCO,
Supérieur de l'Eglise roumaine de Paris.

Une Réunion Franco-Roumaine

La question du Banat de Temesvar

Une grande manifestation franco-roumaine a été organisée lundi soir, le 23 décembre, à l'Hôtel des Sociétés Savantes, par le Comité de Paris des Roumains de Transylvanie, du Banat et de Bucovine, sous la présidence de M. Louis Marin, député de Nancy, rapporteur général du budget.

De nombreuses personnalités françaises et roumaines assistaient à la réunion : Lieutenant-Colonel Fabry, Commandant François Marsal, G. Grosjean, Jean Bon, députés ; Victor Bérard, etc. ; le Maréchal Joffre s'était fait représenter par le Commandant Jouart, M. J.-Th. Floresco, ancien vice-président de la Chambre roumaine, qui était inscrit parmi les orateurs, s'est excusé de ne pouvoir prendre la parole, à cause d'un deuil de famille récent et a promis de le faire à une réunion prochaine.

ALLOCUTION DE M. LOUIS MARIN

En prenant le premier la parole pour ouvrir la séance, M. LOUIS MARIN prononce une vibrante allocution sur les revendications roumaines, les sacrifices accomplis par le peuple roumain ; il exprime la conviction qu'ils auront bientôt leur juste récompense.

La cause roumaine, dit-il, est sympathique à la France, qui a confiance dans l'avenir du peuple latin des bords du Danube. Elle rend justice à ceux qui ont combattu en Roumanie pour la bonne cause, pour l'alliance franco-roumaine, pour la victoire du droit ; à ceux que le danger n'a pas écartés du chemin de l'idéal national, à ceux que la fatalité n'a pas découragés, que la calomnie même n'a pas épargnés.

L'opinion publique française ne méconnaît ni les qualités, ni les efforts, ni les souffrances du peuple roumain, qui est entré délibérément dans la grande guerre et a courageusement poursuivi sa lourde tâche jusqu'à la défection russe, qui rendait toute obstination dangereuse, sans courage inutile.

Le rapporteur général du budget a vu à l'œuvre les paysans roumains, dont l'héroïsme simple, le dévouement silencieux, le courage inlassable, l'endurance et la sobriété ont fait ces merveilleux soldats dignes des plus grands et des plus braves parmi les alliés. Leur défense

du territoire de la patrie a été magnifique. Mais, ni leur bravoure ni leur esprit de sacrifice ne leur ont apporté la victoire; la fatalité de la révolution russe, l'éloignement des alliés, la disproportion des forces ont rendu leur tâche surhumaine. Cependant, s'ils n'ont pu vaincre, ils ont mérité de vaincre: la France ne l'oubliera pas. Ce sera son noble devoir de se souvenir du sacrifice roumain et d'aider puissamment à la réalisation de l'idéal national du peuple frère des Carpathes et du Danube. La Roumanie sera en Orient la sentinelle des Alliés; elle y représentera la conception idéaliste de l'humanité, dont la France s'est fait en Occident le soldat victorieux.

CONFÉRENCE DE M. LE GÉNÉRAL ILIESCO

Après l'allocution très applaudie de M. Louis Marin, la parole est au général Iliesco, l'ancien commandant en chef de l'armée roumaine. L'orateur fait un exposé documenté de la question de la guerre roumaine; il insiste surtout sur les conditions de la campagne et sur les services qu'elle a rendus à la cause des Alliés. Les documents inédits révélés par l'ancien généraillissime font apparaître la question dans un jour nouveau et mettent en lumière le véritable rôle de l'intervention roumaine.

Dans la seconde partie de sa conférence, le général Iliesco, après avoir décrit la guerre, tâche de prévoir et d'exposer l'organisation de l'après-guerre. Le remplacement de l'influence allemande par l'influence française, au point de vue intellectuel et économique; la conclusion d'une alliance militaire entre les Etats latins et slaves de l'Orient européen, contre une agression éventuelle du bloc germano-magyar de l'Europe centrale, telles sont les propositions principales de son système.

Mais il vaut mieux le suivre de plus près dans son exposé :

Le 3 avril 1917, dit M. le général Iliesco, j'ai eu l'honneur d'exposer aux critiques militaires, les motifs et les conditions de l'entrée en guerre de la Roumanie, le 27 août 1916. Mon but, était de tâcher de faire justice des calomnies qu'une certaine presse russe, la presse italienne giolittiste et malheureusement quelques journaux français et anglais, lançaient pour expliquer les défaites roumaines en les attribuant soit à l'incapacité du commandement, soit à la trahison.

C'est à cette conférence que j'ai eu l'honneur de connaître l'ardent défenseur et le sincère ami de la Roumanie, M. le député G. de Kerguézec, qui m'a demandé si la trahison du gouvernement Stürmer, que je venais d'exposer, avait modifié mon opinion sur la vaillance du peuple russe. Je me souviens lui avoir répondu, ce que je pense

encore, que ce peuple a de grandes qualités et peut rendre d'appréciables services, à la condition, toutefois, qu'une alliance avec lui soit dirigée et contrôlée. J'estime, en effet, qu'une direction et un contrôle plus efficaces de l'alliance franco-russe, par les officiers du Grand Etat-major français, auraient fait éviter bien de fautes stratégiques.

Mais, si le 3 avril 1917, j'ai dit la vérité, je n'ai pas dit *toute la vérité*. En effet, à cette époque, le général Alexéief, qui avait le premier fait appel à l'armée roumaine pour soutenir l'aile gauche de son front, continuait, après la chute de la monarchie, à exercer le commandement en chef des armées russes. Certains égards m'étaient donc imposés par cette situation; ils m'ont déterminé à attribuer à Stürmer la responsabilité de la défection russe et du choix du moment de l'intervention roumaine.

Une pareille discrétion ne m'est plus imposée aujourd'hui. La vérité est que c'est le général Alexeief lui-même, qui m'a télégraphié pour *solliciter* l'entrée en guerre de la Roumanie, à son aile gauche; la vérité est que c'est lui-même qui m'a *empêché* d'attaquer la Bulgarie pour prendre au moins Roustchouk et Sistov, dans le but de couvrir de plus loin la capitale roumaine, qui se trouve à proximité de la frontière; la vérité est qu'Alexeief ne voulait pas nous donner les 6-7 divisions nécessaires à cette opération stratégique par la Dobroudja. Le général russe croyait au dogme de la non-intervention bulgare. Malgré ces assurances répétées, unies au fait que personne ne nous a jamais demandé de passer le Danube pour combattre face au sud, comme principal effort, en liaison avec l'armée de Salonique, nous étions méfiants. L'appel russe, réédité de celui de Plevna en 1877, ne nous paraissait pas suffisant pour déterminer notre ligne de conduite. C'est pourquoi, j'ai demandé par l'intermédiaire du commandant Pichon, l'attaché militaire à la Légation de France à Bucarest, qui fut pour nous un collaborateur précieux dans ces circonstances difficiles, des ordres au généralissime reconnu des Alliés à cette époque, mon maître et professeur de Fontainebleau, le général Joffre. Son injonction est formelle : il m'ordonne, dans son télégramme, de satisfaire la demande d'Alexéief. Les attachés militaires anglais, le colonel Thompson, et italien, le colonel Ferigo, me confirment *par écrit* la même demande.

En dépit de nos souffrances, nous devons rendre hommage à la clairvoyance et à la profondeur de vues du maréchal Joffre; il a appliqué avec une magnifique ampleur la grande pensée napoléonienne : « commander, c'est prévoir ». Il a posé le problème roumain en fonction de tous les fronts alliés. En effet, en lançant au moment opportun

les 550.000 combattants roumains, on a réussi à arrêter au bout de cinq mois (6 août 1916 à janvier 1917) les Allemands sur le Sereth et on a ajourné ainsi, *pour une année*, la débâcle russe.

Quand le maréchal Joffre a télégraphié, le 6 juillet 1916, au président du Conseil et au général Ilesco que c'est *maintenant* ou *jamais*, qu'ils doivent entrer en guerre, le roi de Roumanie a appelé le peuple roumain en armes à faire son devoir. Les petits-fils des légionnaires que Trajan avait colonisé en Dacie pour défendre le Danube contre les barbares, ont répondu « présent » à l'ordre parti de France. Le clair génie latin du Maréchal avait vite deviné tout le parti qu'on pouvait tirer, dans la situation militaire de l'époque, des efforts roumains d'août à fin décembre 1916, dont la *nécessité* et l'*utilité* furent amplement prouvées par la suite des événements. Notre intervention était : 1° *nécessaire*, parce que l'aile gauche russe en Bucovine était en l'air, après l'arrêt de l'offensive de Brousiloff; 2° *utile*, parce que le sacrifice des bataillons roumains a eu pour effet, sinon d'empêcher entièrement, du moins différer d'une année, la paix séparée de la Russie. Le recul des deux années écoulées nous permet d'imaginer ce qu'auraient pu faire, dès l'automne 1916, les forces allemandes du front oriental, rendues disponibles, par une défection russe, pour attaquer le front français, à une époque où l'armée anglaise était en pleine formation et où l'Amérique ne s'était pas encore rangée aux côtés de l'Entente ! A notre avis, cette simple hypothèse démontre non seulement la nécessité et l'utilité de l'effort roumain, mais aussi la justesse de l'ordre donné et l'opportunité du moment choisi par le Maréchal Joffre pour l'entrée en guerre de la Roumanie.

Au point de vue stratégique, les opérations militaires roumaines présentent deux phases successives : l'*offensive* en Transylvanie et dans le Banat, qui dure 45 jours et la *retraite* jusqu'au Sereth, qui dure trois mois.

Dans la première phase, l'entrée à Orsova et l'occupation des montagnes de Mehadia par le général Dragalina, petit-fils des graniceri (garde-frontières) du Banat, soulèvent dans le pays un immense enthousiasme. Nos amis et alliés serbes, qui énoncent des prétentions sur le Banat, devraient connaître les documents de leur attaché militaire à Bucarest, pour se rendre compte de l'appréciable service que leur a rendu l'intervention roumaine, en permettant la réorganisation et le repos de leur armée.

En Transylvanie, l'occupation de la ligne du Haut-Jiu, Petroshani, Olt, Fagarash, Haut-Muresh, Toplitza et Caliman, nous don-

ment des possibilités pour pousser vers Sibiu et Segesvar. Malheureusement, les Russes, dont d'ailleurs l'appoint est insuffisant, n'arrivent pas à temps dans la Dobroudja. Le nombre des divisions turco-bulgaro-allemandes augmente. La pression de l'ennemi sur le front sud devient menaçante. A défaut des divisions russes promises, force nous est de prendre cinq divisions roumaines sur le front transylvain pour consolider le front de la Dobroudja.

On connaît trop bien ce qui s'ensuivit, pour qu'il soit nécessaire de le répéter.

La seconde phase, c'est *la retraite*, avec une seule voie de communication, la ligne de chemin de fer à voie unique Verciorova, Craïova, Pitesti, Bucarest, Ploesti, Buzau, Focshani, avec des rebroussements à Kitila. Le Danube, qui draine en temps de paix les richesses du pays, nous était interdit par le canon ennemi. Il fallait donc se retirer en s'appuyant sur les Carpathes, avec la droite, et manœuvrer l'ennemi dans la plaine, avec la gauche. Jamais retraite ne fut exécutée dans des conditions plus difficiles : en plein hiver, pendant trois mois (octobre à décembre 1916), sur de mauvaises routes, transformées en fondrières par la boue et la neige et ne communiquant guère les unes avec les autres, menacés de tous les côtés à la fois par un ennemi supérieur en nombre et en outillage, les soldats roumains ont fait face à l'invasion avec un courage indomptable, avec une endurance obstinée, avec une magnifique, incomparable bravoure. Les ennemis eux-mêmes ont rendu hommage à l'héroïsme du troupier roumain. Quant à nos alliés, il sera suffisant de dire que la retraite roumaine de 1916, a été qualifiée dans les cours de l'École de guerre française de Senlis comme étant unique dans l'histoire militaire.

La Roumanie a donc brillamment tenu son rôle dans la guerre mondiale; elle a fait tout son devoir, et sans doute, les revendications roumaines recevront-elles pleine satisfaction.

Mais, il ne suffit pas de faire la guerre et la gagner; il faut aussi « gagner la paix ». Il faut organiser l'après-guerre. C'est pourquoi, bien qu'ils puissent paraître un peu mesquins en ces journées de gloire et de vaillance, je prononcerai à nouveau les mots : *nécessité et utilité*. Ils sont, en effet, d'un usage tout à fait justifié dans le projet, que je me suis permis de faire connaître à mes chefs français, d'une *alliance militaire et économique* entre la France et ses futures *Marches de l'Est de l'Europe orientale* : La grande Pologne, la grande Bohême, la Yougo-Slavie et la grande Roumanie.

Désormais, nos relations avec la France qui étaient surtout intel-

lectuelles, devront se doubler de relations économiques actives. Nous devons donner une base plus solide aux sentiments d'amour et de reconnaissance que nous avons pour la France, en changeant notre orientation économique d'avant-guerre.

Débarrassés par la victoire de l'emprise commerciale austro-allemande, qui tendait à accaparer complètement le pays, nous devons évincer nos ennemis de toutes les affaires sur lesquelles ils avaient la haute main, en leur substituant les capitalistes français, dans les limites requises par les intérêts économiques nationaux.

Il y a, en Roumanie, six groupes importants d'affaires, où les capitalistes allemands étaient amplement représentés et qu'ils avaient même la tendance d'accaparer entièrement par le traité de Bucarest (7 mai 1918). Ce sont :

- 1) Les sociétés de navigation allemandes et austro-hongroises sur le Danube;
- 2) Les industries agricoles (meuneries, sucreries);
- 3) Les industries pétrolifères;
- 4) Les industries forestières;
- 5) Les industries minières (charbon, fer, cuivre, or);
- 6) Les industries métallurgiques.

La liquidation de tous les intérêts austro-allemands dans ces entreprises fournira d'abord d'abondantes garanties pour la réparation des dommages causés par l'envahissement du pays et pour le paiement de l'indemnité de guerre; ensuite, elle sera pour les Français l'occasion d'une recrudescence de leur influence en Roumanie.

Avant la guerre, nous craignions l'influence tyrannique des Allemands, qui avaient tenté et presque réussi de faire de notre pays une colonie des puissances centrales au point de vue économique; aujourd'hui, nous n'avons aucune raison de nous méfier de l'influence française, dans le domaine économique. La France a toujours été le soldat de la justice et de la liberté; son expansion n'a jamais été de l'accaparement, ni son influence de la tyrannie. En attirant l'attention des Français sur la grande Roumanie, nous avons la conviction que leur secours financier et le concours de leurs techniciens, sera pour notre pays, un puissant moyen de relèvement économique, de mise en valcur des riches ressources de notre sol.

Mais il ne faudrait pas s'arrêter à cette alliance économique. Elle devrait être le point de départ d'une *alliance militaire*, laquelle dirigée et contrôlée pour une durée de trente ans, serait à même de créer un *équilibre européen nouveau* dans l'est de l'Europe, où son rôle serait

de remplacer la Russie absente pour quelque temps et de comprimer de l'Est à l'Ouest, les 75 millions d'Allemands ou les 85 millions de Germano-Magyars de l'Europe centrale. Cet équilibre sera trouvé dans l'organisation par l'Entente, en général et en particulier par la France, d'une barrière, ou plutôt d'un barrage, Nord-Sud, Vistule-Dniester, Baltique-Mer Noire, formée par une grande Pologne de 40 millions d'habitants et une grande Roumanie de 16 millions, auxquelles de l'Ouest à l'Est, viendra se souder le barrage de la Bohême et de la Yougo-Slavie.

Ce bloc de 85 millions d'hommes serait à l'Est le contre-poids puissant des forces germano-magyares. Sur la solide barrière historique Pologne-Roumanie, on pourra facilement agréger les Etats russes : l'Ukraine, les pays cosaques, le Caucase au sud et les provinces baltiques et la Finlande au nord : la réorganisation de la Moscovie est à ce prix. Mais, le plus urgent de cette entreprise, c'est la consolidation d'une grande Pologne en liaison avec la grande Roumanie, qui a eu la sagesse d'avoir su résister dans sa détresse à la contagion de l'anarchie bolchevik, et de faire l'unanimité autour de sa dynastie et de son roi.

Autant que la guerre qui nous a donné la victoire, la paix que nous voulons durable, nous impose des devoirs nouveaux. Nous devons, non seulement consolider et resserrer l'amitié séculaire pour la France, non seulement nous inspirer de sa lumineuse civilisation latine de mesure et d'ordre, de liberté et de justice, et en devenir les représentants moraux et intellectuels dans l'Orient européen, mais aussi donner une sanction solide et durable à cette influence, par la conclusion d'une alliance militaire, qui sera la sauvegarde puissante de la paix et par un rapprochement économique intime, qui servira nos intérêts communs. Nous devons seconder et continuer l'ardent effort des amis français de la Roumanie, qui sont représentés ce soir parmi nous, par MM. Louis Marin, de Ker-guézec, Grosjean, amis sincères et actifs, amis de la première heure.

Nous devons, à nous tous, Roumains, Polonais, Tchèques et Yougo-Slaves, créer ces Marches de l'Est, qui par leur discipline, leur travail et par leur force militaire seront autant de garanties, non seulement contre la poussée allemande vers l'Est, mais aussi contre les attaques historiques continuelles des Teutons contre la frontière du Rhin français. Slaves et Latins, c'est un devoir impératif pour nous, d'être les gardiens de notre mère spirituelle et de veiller à la libre expansion d'une influence, qui nous a valu tant de bienfaits, au rayonnement de

sa civilisation généreuse, qui sera la meilleure sauvegarde d'une paix obtenue au prix de tant de sacrifices.

Délivrée des soucis d'une agression sur le Rhin et de la crainte d'une infiltration économique allemande, la France aura sa complète liberté d'esprit, son activité ne connaîtra plus d'entraves. Fidèle à son rôle civilisateur, la France éternelle créera plus de science, plus de beauté et surtout plus de justice, pour elle, pour nous tous, pour l'humanité.

DISCOURS DE M. DE KERGUÉZEC.

Après le général Ilesco, c'est M. de Kerguézec, rapporteur du budget de la marine, qui prend la parole. Le député de Guingamp est un ami de longue date de la Roumanie. Il la connaît, il l'a vue à l'œuvre, il l'aime. Aussi, en parle-t-il, avec une vibrante émotion. Il n'a jamais manqué de la défendre, et quand en 1915, la méconnaissance de la situation de la Roumanie faisait naître des doutes dans l'esprit des impatients, le député socialiste a été un des défenseurs de la première heure de la cause roumaine, un défenseur convaincu et généreux qui a parlé avec compétence et autorité, avec la puissante sincérité que donne la passion d'une cause juste.

En prenant la parole, M. de Kerguézec, dans un brillant et pathétique exorde, énonce les raisons qu'il a d'aimer la Roumanie : liens de famille et liens d'amitié, amour de la vérité et passion de la justice. Il a été au début de la guerre européenne en Roumanie; chargé alors de servir les intérêts de la France, il se préparait, en connaissant le pays et en apprenant à l'aimer, à défendre ses droits et ses revendications. Il a connu les hommes d'Etat roumains, le grand patriote Filipesco, qu'il évoque avec émotion, Take Jonesco, vieil ami de la France, Bratiano lui-même, le chef du gouvernement « le grand calomnié ». Ils lui ont fait voir leur amitié pour la France, leur conviction de la victoire, leur désir d'être à ses côtés quand le moment de la décision sera arrivé.

C'était en août 1914, pendant la retraite, avant la victoire de la Marne. L'ennemi approchait de Paris; en Roumanie, on était atterré; mais malgré la surprise, malgré l'anxiété, malgré la stupeur, la décision des Roumains était ferme : ils auraient préféré être aux côtés de la France vaincue, qu'à ceux de l'Allemagne triomphante. En 1914, comme en 1870, les Roumains n'ont pas marchandé leur sympathie à la France : la neutralité leur pesait, l'attente de leur propre entrée en guerre les rendaient impatients.

Et quand, enfin, la guerre est déclarée, les Roumains la font avec

tous leurs moyens, avec toute leur loyauté et leur courage, ils ne s'épargnent aucun sacrifice, ne reculent devant aucun danger. Aussi, la manière dont ils ont rempli leur lourde tâche leur vaudra-t-elle la récompense de tous leurs efforts. Il faut que les revendications roumaines reçoivent pleine satisfaction. Parmi celles-ci, aucune n'est d'une actualité plus brûlante que la question du Banat de Temesvar, sur lequel les Serbes soulèvent aussi des prétentions, en ce qui concerne la partie occidentale de la province, à l'ouest de la ligne Arad, Temesvar, Versetz. Pour de nombreuses raisons, leurs prétentions sont insoutenables.

En effet, le Banat forme une entité géographique et économique : durant de longs siècles d'histoire, il n'a jamais été divisé; sous la domination successive des Turcs, des Impériaux et des Hongrois, le territoire situé entre les Carpathes, le Muresh, la Theiss et le Danube a toujours conservé son aspect d'unité géographique distincte. Au point de vue économique, priver les Roumains de l'embouchure du Muresh, du cours de la Theiss et de l'embouchure de celle-ci dans le Danube, serait les handicaper lourdement pour le transport de leurs produits miniers et forestiers par voie d'eau, vers les débouchés orientaux ou ceux de l'Europe centrale.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Quels sont donc les arguments des Serbes pour leurs revendications sur l'ouest du Banat, spécialement sur le comitat du Torontal, riverain de la Theiss? Ils sont d'ordre ethnique et stratégique. La majorité de la population du Torontal est serbe, disent-ils. Mais cette majorité s'élève à peine à 30 % et le reste de la population est composé par des Roumains, des Allemands et des Hongrois. Et puis, il faut envisager, non seulement la population d'une partie du Banat, mais celle de toute la province, qui est géographiquement indivisible. Or, en ce cas, il y a 615.000 Roumains contre 284.000 Serbes. Les Allemands sont plus nombreux dans le Banat, que les Serbes, qui n'habitent la province que dans une proportion de 18 % de la population totale.

Quant au point de vue stratégique, la situation de Belgrade sur le Danube, à l'extrémité du pays, est un argument d'un poids très relatif, d'autant plus que les Serbes eux-mêmes ont annoncé à plusieurs reprises leur intention de changer de capitale. Le fait a été confirmé à M. de Kerguézec, par plusieurs hommes d'Etat serbes, qui lui ont parlé de la situation trop excentrique de Belgrade et de leur désir unanime de donner à la capitale une position plus centrale, qui corresponde mieux aux intérêts du pays. Cet argument d'ordre militaire diminue d'autant

plus d'importance, que le récent agrandissement de la Serbie a beaucoup déplacé vers l'ouest l'axe de gravité du nouvel État yougo-slave.

Mais, il y a en faveur de la thèse roumaine un argument d'une grande force. En effet, il y a en Serbie, dans la vallée du Timok, une masse compacte de 300.000 Roumains, dont l'existence n'est pas contestée par les Serbes eux-mêmes; il y a de même en Macédoine serbe de nombreux Roumains, dont le total est évalué au moins à 100.000 habitants groupés dans la région de Monastir. Les Roumains n'ont pas soulevé des prétentions sur ces frères du sud du Danube,

Un sentiment de justice élémentaire devrait imposer aux Serbes la même attitude conciliante en ce qui concerne leurs compatriotes du Torontal, d'autant plus qu'ils sont séparés des Serbes du royaume, par une masse compacte de Roumains qui habitent le sud de ce comitat.

On ne peut faire une application trop rigoureuse du principe des nationalités; le pousser à ses extrêmes conséquences logiques, aboutirait souvent à des divisions artificielles, qui serait une source éventuelle de futurs conflits.

D'ailleurs, l'Entente a pris des engagements envers la Roumanie, au sujet de la question du Torontal. Un traité d'août 1916 liait, en effet, la Roumanie aux Alliés et réglait en sa faveur cette question litigieuse. La France et l'Entente qui ont fait la guerre pour la justice internationale, pour le respect des traités, se feront un point d'honneur de respecter la convention de 1916. Nul ne doute, les Roumains moins que personne, que les stipulations concernant les revendications roumaines seront scrupuleusement respectées.

La Roumanie ne peut être déchuë de ses droits par la conclusion de la paix du 7 mai 1918, car « cette paix de haine » conclue sous l'empire de la force fut un cas de force majeure pour la Roumanie. En effet, celle-ci a rempli ses engagements, tant que les Alliés ont rempli les leurs. Quand la Russie fut la première à manquer à sa parole, la Roumanie continua quand même courageusement un combat inégal. Mais la défection russe, la révolution, l'anarchie bolshevik, l'encercllement complet de la Roumanie — indépendamment de sa volonté — mirent les Alliés eux-mêmes dans l'impossibilité de remplir leurs engagements. En effet, comment auraient-ils pu aider la Roumanie encerclée, à travers la Russie en pleine anarchie, occupée par les Allemands, quand aujourd'hui même, après la victoire des Alliés, les bolsheviks règnent encore en maîtres, dans l'ancien empire des Tzars? Comment, les Alliés pourraient-ils reprocher à la Roumanie d'avoir manqué à sa parole en

concluant la paix, quand la même force majeure les a empêchés de remplir eux-mêmes leurs engagements?

Certes, la Roumanie aurait pu — encore quelque temps — prodiguer le sang de ses soldats, souffrir de la faim, mourir dans un dernier sursaut d'héroïsme inutile. Mais, jamais la France ne songerait à reprocher aux Roumains ce geste, qui n'a pas été fait, qui leur a été déconseillé par les représentants mêmes de l'Entente, car la France connaît le prix du sang répandu, les horreurs de l'invasion, la gloire inutile du sacrifice total.

Certes, la Roumanie est toujours notre alliée, et la convention d'armistice du 11 novembre 1918 le reconnaît quand elle stipule entre autres clauses, la restitution du trésor roumain, l'évacuation de la Roumanie par les armées de Mackensen et l'annulation du traité de Bucarest.

Non, la Roumanie n'est pas déchue de ses droits d'alliée : dans la question du Banat comme dans les autres, elle recevra pleine satisfaction.

Le respect du traité de 1916 ne fera d'ailleurs qu'aviver en Roumanie, les sentiments de constante et sincère amitié qu'on nourrit pour la France; il y sera la plus solide assise de l'influence française.

On a souvent parlé, en effet, du remplacement de l'influence allemande, par l'influence française dans ce pays. La France veut que son influence accrue entre le Danube et les Carpathes commence par un geste de justice.

La France ne veut pas que la Roumanie soit une colonie française; elle ne peut avoir qu'un but : c'est de faire triompher partout la liberté et le droit.

La France, plus que jamais, est la France de Michelet, qui lutte, combat et souffre pour que l'humanité soit plus heureuse et pour que la justice règne.

Si la France doit acquérir une influence plus grande en Roumanie, cette influence ne peut lui venir que par l'amour et l'attachement que détermineront ses actes. Certes, la France a des intérêts en Roumanie; mais la constitution de la Grande Roumanie sera surtout l'établissement d'une avant-garde de la latinité en Orient. La culture française s'opposera d'elle-même et devra triompher mathématiquement de la culture allemande.

La politique de la France est donc très simple: La Grande Roumanie, pays de liberté, de droit et de justice.

Les questions intérieures de la Roumanie ne regardent pas la France, qui ne peut voir qu'une chose, une seule : un peuple se lève

pour sa liberté et tend les bras vers Elle. La France doit soutenir ce peuple, ses revendications, ses droits et quand elle aura fait ce geste, elle aura accompli son devoir.

CONFÉRENCE DE M. D. N. COMSA

Après M. de Kerguézec, c'est M. D.-N. COMSA, qui prend la parole. M. Comsa est un des grands avocats roumains : il a l'habitude de la justice qu'on rend et de celle qu'on demande. Aussi, fait-il le procès de la barbarie germanique dans une analyse pénétrante et ironique. Il entreprend également de débusquer le capital allemand en Roumanie, dans le maquis impénétrable du capital moderne infiniment transformable. Mais il s'est fait surtout le champion compétent et passionné de la question du Banat.

Voici le discours qu'il a prononcé :

Pendant la guerre mondiale, il n'y a pas eu que des ruines; il y eu aussi des progrès. A côté des grands progrès techniques qu'on a fait pendant la guerre surtout dans l'aviation, on rencontre aussi beaucoup de découvertes dans le domaine moral. Les Français ont découvert de nouveau leurs qualités; ils sont la race où doit prévaloir l'esprit de solidarité, de fraternité et de coopération. Dans leur pays démocratique, il n'y a pas de place pour la lutte des classes, qui est le microbe pathogène que les Allemands, ces barbares imbus de « kultur » ont infiltré dans l'organisme de la France et des autres peuples civilisés pour les affaiblir. Ils font comme les serpents, qui injectent leur venin dans le corps de leurs victimes pour pouvoir les dévorer.

Les Français ont découvert aussi qu'en Europe même, il y a deux espèces de peuples tout-à-fait différents : d'un côté les barbares, Allemands et Touraniens, qui camouflent leur barbarie par un vernis de kultur; d'un autre côté, les civilisés, Latins, Anglo-Saxons, Grecs et Slaves. Ces derniers doivent encore se défendre contre la barbarie.

La lutte n'étant pas terminée, ils se sont rappelés le vieux principe, qu'un groupe social ne peut lutter contre un autre, que s'il est uni, s'il n'y a pas de dissensions à son intérieur.

Dans les temps anciens, la solidarité à l'intérieur des groupes sociaux était imposée. La civilisation romaine a pu vivre et vaincre les barbares, tant que la solidarité a duré. Sitôt qu'elle a été affaiblie, l'Empire s'est écroulé sous les coups des barbares.

Dans les temps modernes, si la solidarité est volontaire, elle doit être aussi forte que l'ancienne. C'est seulement lorsqu'on a réalisé en

fait la société des nations civilisées, qu'on a pu vaincre les barbares. L'unité de commandement, l'unité des efforts économiques et politiques a forcé les barbares à demander grâce. Mais si la civilisation veut encore vivre et progresser, il faut nous guérir du défaut des civilisés en général et de la race latine en spécial : d'être généreux et bons, de traiter avec les barbares, ces bêtes sauvages et rusées de la race féline, comme avec les hommes civilisés. Il faut empêcher désormais, définitivement, les barbares de nuire et prendre toutes les mesures pour la défense de la civilisation. L'unité politique, économique et surtout morale des peuples civilisés doit continuer.

Vous vous êtes rappelés aussi que vous aviez, en Orient, des frères éloignés et séparés de vous par les barbares et que vous avez un peu oubliés. Je m'imagine le bonheur qu'ont ressenti les Français de la mission militaire, lorsqu'ils ont retrouvé leurs frères des Carpathes et du Danube. Ils ont vu que les paysans roumains ont gardé toutes les qualités de leurs ancêtres, les Romains. Ils sont restés braves dans la lutte, généreux après la victoire. Ils n'ont pas beaucoup de kultur à l'allemande, mais ils ont l'âme des civilisés, ils comprennent facilement les mécanismes, les questions techniques. Les malheurs les ont mûris ; ils sont sobres et résistants. Ils ont été et ils sont restés tolérants. Vous trouverez peut-être des israélites de Roumanie qui ont eu à se plaindre de quelques bourgeois roumains, d'origine étrangère et non pas latine. Vous ne trouverez personne pour se plaindre du paysan roumain ; il a préféré plutôt jouer le rôle de victime, que de bourreau. A présent que vous avez de nouveau découvert le paysan du Danube, faites-le entrer à côté de vous, dans la société des nations civilisés et dans la lutte contre la barbarie. Prenez toutes les mesures, pour qu'ils ne soient de nouveau affaiblis par le microbe boche.

Les Roumains sont en masse presque compacte : 1) dans l'ancien royaume de Roumanie composé des deux anciennes principautés danubiennes — la Valachie, la Moldavie et de la Dobroudja, — avec une population, qui était avant la guerre de 7 1/2 millions et qui doit être à présent de presque 7 millions ; 2) La Bessarabie, à l'est du Pruth jusqu'au Dniester, avec une population d'environ 3 millions, qui a été arrachée à la Moldavie en 1812, dont une partie a été attachée de nouveau à la Moldavie en 1856 et reprise par la Russie en 1878. Elle s'est unie elle-même à la Roumanie en avril 1918 ; 3) La Roumanie transcarpatique, composée de la Bucovine, de la Transylvanie et du Banat, Crisahna et Maramuresh. La nouvelle Roumanie a comme centre le plateau des Carpathes, qui est le cœur même de la Roumanie :

c'est là que les Roumains se retiraient pendant les invasions des barbares, et c'est là qu'on a conservé la race la plus pure.

Autour de la région montagneuse des Carpathes, vient la région des collines où l'on cultive la vigne, et ensuite la plaine qui va d'un côté jusqu'au Dniester, d'un autre côté à la mer Noire, au Danube et à la Theiss. Dans cette région, on cultivait jusqu'à présent en général, le blé et le maïs, dont la production moyenne annuelle était dans toute la région occupée par les Roumains, d'environ onze millions de tonnes. On rencontre dans les montagnes de l'ancien royaume de Roumanie, des mines de pétrole, dont la production annuelle était de 2 millions de tonnes, des gisements de lignite et beaucoup de mines de sel. Dans le Banat et en Transylvanie, il y a du fer, du cuivre, de la houille et de l'or. Nous voyons donc que la Roumanie nouvelle aura les matières premières pour toutes sortes d'industries; elle a aussi la force motrice : le pétrole, la houille, la houille blanche et la main-d'œuvre, qui coûte relativement meilleur marché qu'ailleurs.

La Roumanie nouvelle aura besoin de capitaux français, anglais ou américains, dont le principe est de travailler beaucoup, pour établir son gain sur une grande production. Il faut remplacer les capitaux allemands, qui ne se contentaient que d'intérêts usuraires.

A l'occasion de l'application du principe des nationalités, les Roumains doivent perdre leurs frères qui ne sont pas autour du plateau transylvain, qui sont loin au delà du Danube, dans la vallée du Timok en Serbie (environ 300.000), en Macédoine presque autant, dans le reste de la péninsule balkanique et près de l'Adriatique (environ cent mille); il y en a encore presque un million dans le sud de la Russie et en Crimée. Nous devons nous contenter des Roumains qui sont en masse compacte et dont nous venons de parler.

En général, il n'y a pas de contestations sérieuses sur les provinces qui doivent faire partie de la Roumanie nouvelle. Ce sont cependant les Serbes qui ont soulevé des prétentions injustes sur l'ouest du Banat, et c'est par cette question que nous finirons cette conférence.

Le Banat de Temesvar a été colonisé par les Romains au commencement du II^e siècle, en même temps que les autres provinces de la Roumanie transcarpathique qui étaient le pays des Daces. En l'an mille on trouve dans le Banat jusqu'au fleuve Tissa, une population identique à celle des Etats roumains danubiens, Valachie et Moldavie. Il y avait aussi une noblesse roumaine. Au XVI^e siècle, le Banat a été conquis par les Turcs, à la suite de la bataille de Mohacs (1526) en même temps que la Hongrie. Au XVIII^e siècle, le général autrichien Eugène,

prince de Savoie a délivré le Banat de la domination turque, et il est tombé sous la domination des Autrichiens. Les Turcs en se retirant ont pris dans l'esclavage une grande partie de la population du Banat. L'Autriche a amené des colons allemands et serbes qui, avec les Roumains restés dans le Banat ont formé les corps des gardes-frontières pour défendre les confins de l'Empire autrichien. C'est pourquoi, après la population roumaine, la population allemande est la plus nombreuse dans le Banat. D'après la statistique hongroise, qui n'a jamais été favorable aux Roumains à cause de leurs revendications et de la liaison qui existait entre le peuple du Banat et celui de Transylvanie; il y a dans le Banat 1.572.000 habitants dont 615.000 Roumains, 387.000 Allemands, 284.000 Serbes, et 242.000 Hongrois; il y a donc 40 % de Roumains contre 24 % d'Allemands et 16,3 % Serbes. M. Yakchitch, Serbe, dans le dernier numéro du « Temps » en répondant à M. E. Moreau, prétend qu'il n'y aurait que 592.044 Roumains, donc une proportion de 37,6 %. Même, si l'on prend ce dernier chiffre, on constate que dans le Banat, la population roumaine est presque trois fois plus nombreuse que la population serbe. Si la population serbe avait été égale à la population roumaine, les Serbes auraient pu soulever des prétentions sur cette province qui a toujours appartenue aux Roumains. Mais la population serbe n'est pas même la moitié de la population roumaine, elle est d'un tiers. Il est naturel que le Banat fasse partie de la nouvelle Roumanie, parce qu'il fait partie intégrante de la Roumanie transcarpathique.

En allant de l'ouest du fleuve Tissa, en commençant par le comitat de Torontal, en passant par les comitats de Timish et de Carash-Severin, en remontant au nord, on voit que le Banat fait partie d'une entité géographique avec la Transylvanie, Crishana et Maramuresh. Toutes ces provinces font un tout économique. La rivière Muresh, qui a sa source au nord de la Transylvanie passe entre le Banat et la Crishana, se verse dans le fleuve Tissa, qui à son tour se jette dans le Danube. Si l'on donnait l'ouest du Banat aux Serbes, les produits de la Transylvanie, bois et minerais devraient passer à l'embouchure du Muresh et sur le fleuve Tissa pour aller à la mer à travers un territoire étranger. La province du Banat a fait toujours un tout des Carpathes à la Tissa. Elle a eu dans le temps un ban, c'est-à-dire un prince qui gouvernait la province entière. Le Banat a eu, comme toutes les provinces roumaines qui sont autour des Carpathes, les régions des montagnes, des collines et de la plaine qui, avec leurs productions différentes, formaient un tout économique. Le Banat est intimement lié aux autres provinces

roumaines transcarpathiques. Si l'on donnait une portion de l'ouest du Banat aux Serbes, il arriverait la même chose qu'à la Belgique, qui est obligée de passer ses produits par l'Escaut à travers le territoire hollandais. Il est à remarquer que même si l'on faisait la statistique par comitats, les Serbes ne pourraient avoir des prétentions non seulement dans le comitat de Carash-Severin où la population des Roumains est de 72 % et celle des Serbes de 3 %, (340.000 hab. Roumains contre 14.674 hab. Serbes), mais pas même dans ce comitat de Temesvar, où les Roumains sont presque 2/3 et les Serbes 1/3 (la population roumaine est de 40 % et la population serbe est de 14 %, 184.000 Roumains contre 70.000 Serbes). Pourtant, les Serbes ont prétendu, et à ce qu'il paraît, ils ont occupé la moitié de ce comitat jusqu'à la ligne de chemin de fer Temesvar-Versetz.

La partie de ce comitat occupée par les Serbes est en grande partie habitée par des Roumains, la majorité dans les grandes villes comme Temesvar et Versetz est allemande; les Roumains occupent la campagne; par exemple, à Temesvar, il y a 31.600 Allemands, 28.500 Hongrois, 7.750 Roumains et 3.480 Serbes; donc, pas même la moitié des Roumains. Je ne sais pas même d'où M. Yakschitch trouve 4.471 Serbes, dans la statistique citée par lui, le chiffre exact n'est pas le sien, mais le nôtre. Jamais le Banat n'a été divisé en deux zones; celles des montagnes et celle de la plaine comme prétendent les Serbes en demandant la seconde région pour eux. — Si, dans la troisième partie du Banat, qui est à l'ouest près de la Tissa, la population serbe est environ le double de la population roumaine (200.000 contre 90.000) ils ne pourraient prétendre couper de cette province, cette partie et entrer comme une enclave dans la Roumanie transcarpathique en nous prenant le chemin navigable à la mer, l'embouchure du Muresh et de la Tissa.

Ce n'est pas de cette manière que l'on applique le principe des nationalités. Si l'on appliquait ce principe de cette manière, la Bohême ne pourrait jamais former un état national, elle comprend 2.000.000 d'Allemands. Dans le Torontal même, les Allemands forment 26 % de la population, les Hongrois 21 % et les Roumains 15 % contre 32 % de la population serbe. Les Serbes n'ont pas le droit de passer le Danube de la rive droite à la rive gauche à travers une population roumaine qui habite le sud du Torontal pour s'unir avec leurs frères qui sont au centre et au nord de ce comitat. Si l'on pouvait raisonner de cette manière, nous pourrions passer du royaume de Roumanie sur la rive gauche du Danube et nous trouverions immédiatement en

Serbie, 300.000 Roumains autochtones, pas de colons, comme sont les Serbes dans le Banat. Les Serbes ont encore 100.000 Roumains dans la Macédoine serbe. La plus grande ville de cette province, Monastir (Bitolia) est roumaine. Sous les Turcs, il y avait beaucoup d'écoles roumaines dans cette ville, entre autres une école commerciale. Avec l'application du principe des nationalités, les Roumains perdent définitivement dans la presque île balkanique, en Macédoine, en Thessalie, en Dalmatie, en Istrie, dans le sud de la Russie environ 2.000.000 habitants. Les Serbes prennent 400.000 Roumains, ils peuvent laisser en compensation 200.000 Serbes dans la Roumanie nouvelle. Nous n'avons jamais eu et nous ne voulons avoir aucun différend avec les Serbes. Il est dans l'intérêt commun et surtout de celui des Serbes, de régler ce différend sans pression et sans arbitrage. Ils ne doivent pas user de la violence, profiter des malheurs de la Roumanie pour occuper l'ouest du Banat jusqu'à la ligne du chemin de fer Temesvar-Versetz et tâcher de faire des plébiscites sous la pression des baïonnettes à la manière hongroise en Transylvanie, bulgare dans la Macédoine serbe et allemande en Alsace et en Lorraine. Les Serbes n'ont pas eu occasion de rendre des services à la Roumanie, au contraire, c'est grâce à la victoire remportée par les Roumains aux côtés des Russes en 1878, que la Serbie a pu proclamer son indépendance. Les émigrés serbes ont été protégés par la Roumanie. Dans la première guerre balkanique en 1912, la Roumanie a aidé la Serbie discrètement. En 1913, pendant la guerre et au congrès de paix de Bucarest, la Roumanie a défendu les intérêts de la Serbie.

Au commencement de la guerre mondiale, en 1914, la Roumanie a aidé aussi discrètement la Serbie.

Les Roumains ont un traité d'août 1916, dans lequel l'Angleterre, la France, l'Italie et la Russie garantissent la frontière occidentale du Banat. Si les Roumains doivent être considérés comme les alliés de l'Entente, leur traité doit être respecté.

La Roumanie a fait tout son devoir. Si la Roumanie a été agenouillée en un moment donné, ce n'est pas seulement à cause de la trahison de Sturmer et de la Russie bolchevique, mais c'est aussi, parce qu'à cause de circonstances fortuites et indépendantes de la volonté de la France, les armements promis ne sont pas arrivés à temps en Roumanie et les Roumains ont été obligés de résister sur un front de 1.300 kilom. pendant trois mois contre une armée double, seulement avec leurs poitrines, sans mitrailleuses et sans avions.

La Roumanie a été agenouillée aussi parce que toujours par des

causes fortuites, l'armée française d'Orient n'a pas pu prendre l'offensive huit jours avant l'entrée de la Roumanie en guerre, conformément au traité.

Après le discours de M. D.-N. Comsa, l'ordre du jour suivant a été voté :

Les Roumains et les Français réunis aujourd'hui, constatent que le Conseil national des Roumains de Transylvanie, du Banat, de Crishana et du Maramuresh, a proclamé l'indépendance de ces anciennes provinces de Hongrie et leur union au royaume de Roumanie, conformément aux principes de la Révolution française consacrant le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes.

Ils ont le ferme espoir que le traité que la Roumanie a conclu avec la France, l'Angleterre, l'Italie et la Russie, en août 1916, sera respecté, parce que les représentants de la Roumanie transcarpatique ont été consultés officieusement, à l'occasion de la conclusion de ce traité, et que c'est par la volonté de la grande majorité de la Transylvanie et du Banat qu'on a tracé la frontière ouest de la Roumanie transcarpatique.

Adresse du Comité Transylvain au Ministre de Roumanie en France

Le Comité National de Paris des Roumains de Transylvanie et de Bucovine, a présenté à M. Victor Antonesco, ministre de Roumanie en France, l'adresse suivante :

Paris, le 24 décembre 1918.

Monsieur le Ministre,

Un comité des Roumains de Transylvanie, du Banat et de Bucovine fonctionne à Paris depuis le 30 avril 1918. Autour de ce comité se trouve une population de ces provinces immigrée en France. Puisque dès le début même de la guerre européenne les Roumains d'Autriche-Hongrie se sont déclarés contre l'empire des Habsbourg, pour la libération et l'indépendance de la Roumanie transcarpatique d'une part, et pour son union avec le royaume de Roumanie d'autre part, puisque beaucoup de Roumains de l'ancienne monarchie austro-hongroise se sont enrôlés dans les armées de l'Entente sur les différents fronts de bataille, tandis que d'autres ont abandonné les armées austro-hongroises pour lutter aux côtés des peuples civilisés contre les peuples germano-touraniens; les Roumains de l'ancienne Autriche-Hongrie se trouvant en France ont été de plus en plus considérés comme amis, par le gouvernement de ce pays, ils ont été libérés des camps de concentration et se sont engagés dans les armées de l'Entente ou dans les légions transylvaines.

Mais par malheur, il y a encore des Roumains de l'ancienne Autriche-Hongrie dans les différents camps de concentration, tandis que d'autres

sont encore privés de protection efficace. Ils n'ont pas réussi à avoir, comme les Tchéco-slovaques ou comme les Yougo-slaves, un organisme officiel pour les représenter et pour les protéger. Jusqu'au mois d'octobre dernier, ils ont été protégés en quelque sorte par notre Comité, grâce à ses interventions officieuses. A partir de cette date, ils auraient dû être protégés d'une manière plus efficace par le Conseil national de l'unité roumaine, lequel s'était constitué pendant la neutralité de la Roumanie. Du moment que ce Conseil n'a pas été reconnu par un décret et par conséquent comme organisme officiel, mais seulement comme organisme moral et officieux, il n'a pas pu non plus protéger suffisamment les Roumains d'Autriche-Hongrie.

Mais, aujourd'hui, le royaume de Roumanie a repris officiellement le rôle d'allié de la France. Puisqu'en même temps, on a proclamé l'union de la Roumanie transcarpatique avec le royaume de Roumanie, vous qui êtes le représentant officiel du roi Ferdinand, vous êtes aussi le protecteur indiqué des Roumains de l'ancienne Autriche-Hongrie, l'union de tous les Roumains n'étant contestée par personne au congrès de la paix, sa consécration n'est qu'une question de pure forme.

C'est pourquoi, le Comité des Roumains de Transylvanie, du Banat et de Bucovine vous prie d'intervenir auprès du gouvernement de S. M. le Roi Ferdinand, pour être autorisé à prendre sous votre haute protection tous les Roumains de quelque province qu'ils soient.

Agrérez, monsieur le Ministre, l'assurance de notre très haute considération.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

D. N. COMSA, *vice-président.*

T. VUIA, *secrétaire-général.*

La reconnaissance de l'Indépendance de la Roumanie Transcarpathique et de son Union avec le Royaume

M. T. Vuia, Secrétaire du Comité de Paris des Roumains de Transylvanie et de Bucovine, a adressé la lettre suivante à M. Take Jonsco, Président du Conseil national de l'unité roumaine :

Monsieur le Président,

Lorsqu'au 1^{er} octobre 1918, le Conseil national de l'unité roumaine a été fondé, je n'ai pas voulu faire partie de ce Conseil, parce que je pensais que durant la neutralité du royaume de Roumanie, un Comité transylvain devait suffire en tant qu'organisme politique. Celui-ci aurait pu représenter la Roumanie transcarpathique dans le Conseil des Alliés à l'instar des Tchécoslovaques. Il m'était difficile de faire partie de ce Conseil, dans lequel se trouve M. le D^r Thomas Jonsco, lequel, dans un article publié par *La Roumanie* avait prouvé qu'il n'était

pas convaincu du principe du président Wilson concernant le droit des peuples de disposer eux-mêmes de leur sort. A ma thèse conforme au principe de M. Wilson, dans laquelle je montrais que l'union de la Transylvanie avec le royaume de Roumanie est le but, tandis que l'indépendance est le moyen par lequel la Transylvanie indépendante exprime elle-même sa volonté de s'unir avec le royaume; le D^r Thomas Jonesco soutenait qu'en face des sacrifices apportés par le royaume de Roumanie, l'union doit se faire sans même que la Transylvanie s'exprime. D'autre part, il me calomniait en insinuant que je soutiens le fédéralisme, avec les Autrichiens et les Hongrois, ce que j'ai combattu avec le plus de vigueur.

A la suite de beaucoup d'insistance et de la promesse que le Comité transylvain serait maintenu, que le Conseil national serait plutôt un organe moral, afin qu'on ne puisse pas dire que j'empêchais l'union, j'ai accepté d'entrer dans ce conseil, bien qu'il fut dur pour moi de siéger au milieu de mes calomniateurs. Mais, pour préciser mon point de vue, je vous ai adressé une lettre, en date du 19 octobre 1918, dans laquelle je montrais le procédé à suivre pour arriver à l'union, procédé suivi du reste plus tard en Transylvanie, ainsi que les rôles respectifs du Comité transylvain et du Conseil national. Non seulement, vous n'avez pas répondu à cette lettre, mais le Conseil national a fait une œuvre négative. En Italie, au moment, où la légion roumaine était prête, grâce aux efforts de M. le professeur S. Mandresco, le Conseil national a envoyé des délégués pour l'empêcher d'achever son œuvre. A Paris, au mois d'août dernier, on pouvait obtenir un décret pour la formation de la légion, et en septembre au plus tard, la reconnaissance du Comité transylvain comme organe politique de la Roumanie transcarpathique, ainsi que les Tchécoslovaques. Si cela avait été fait, nous aurions pu occuper la Roumanie transcarpatique jusqu'à la Tissa pendant la durée de l'armistice avec l'Autriche-Hongrie, comme l'ont fait les Tchécoslovaques en Bohême, car nous étions belligérants et alliés.

Vous avez empêché cela pour pouvoir attacher la légion au Conseil national, afin qu'avec cet appui vous puissiez obtenir, par décret, la reconnaissance du Conseil national comme organisme politique. Or, ceci était impossible, sans que l'Entente approuve un changement de régime en Roumanie et sans qu'elle rappelle ses ministres de Jassy. Si les Transylvains, à l'instar des Tchécoslovaques, avaient le pouvoir de former des gouvernements provisoires à Paris, jusqu'à ce qu'il soit possible à ceux d'Autriche-Hongrie de se prononcer, c'est parce qu'ils se refusaient à reconnaître Charles d'Autriche-Hongrie, mais les Roumains

du royaume de Roumanie — qui reconnaissent le roi Ferdinand — ne pouvaient le faire.

Pour n'avoir pas approfondi la question, et à cause d'une confusion regrettable, vous avez empêché ce qui était réalisable et utile à l'intégrité nationale des Roumains en prenant un mauvais chemin. De plus, par le procédé que nous avons indiqué et soutenu dans la revue *La Transylvanie*, aucun citoyen du royaume de Roumanie, pas même le gouvernement roumain, n'avait le droit de céder quoi que ce soit du territoire de la Roumanie transcarpatique.

Aujourd'hui que le royaume de Roumanie est entré à nouveau dans la guerre aux côtés des puissances de l'Entente et qu'il fait des efforts pour être reconnu officiellement comme allié, la paix de Bucarest étant nulle et non avenue, l'existence d'un organisme reconnu par les puissances de l'Entente pour représenter, même officieusement le royaume de Roumanie auprès d'elles, non seulement n'est pas utile, mais est même un danger public.

Le royaume de Roumanie a ses représentants officiels auprès de toutes les puissances de l'Entente, les mêmes ministres plénipotentiaires doivent représenter officiellement aussi la Roumanie transcarpatique, car le gouvernement de Alba Julia a proclamé l'union avec le royaume de Roumanie sous le roi Ferdinand. Le Comité transcarpatique d'ici est resté un organe de propagande seulement, il a déjà envoyé au ministre de Roumanie à Paris une adresse dans laquelle il le prie de prendre sous sa protection le peuple de la Roumanie transcarpatique.

Bien que n'ayant pas contribué à l'œuvre négative du Conseil de l'unité roumaine et qu'en fait je n'y ai pas pris part, je n'avais pas encore donné ma démission formelle, afin que les calomnieurs ne puissent crier que je contrecarre l'union et ne suis pas patriote, mais aujourd'hui même, je dois accomplir cette formalité et je vous prie d'accepter ma démission de membre du Comité national de l'unité roumaine.

Agréez, etc.

T. VUIA.

La Légion Transylvaine en Italie

Nous reproduisons l'extrait suivant d'une lettre du 29 décembre 1918, adressée de Taranto, à M. D. Comsa par M. S. Mandresco, Président de notre Comité, qui nous prie de le publier dans la « Transylvanie » :

Les délégués du Conseil de l'Unité nationale des roumains de Paris ont rendu impossible la continuation de l'œuvre que j'ai commencée à Rome avec tant de succès.

J'ai refusé de signer la demande, que le Conseil de l'Unité nationale

avait adressée au Gouvernement italien pour être reconnu. Pourtant ce gouvernement, avec lequel j'avais travaillé jusqu'à présent, a admis cette demande. D'ailleurs il n'y a plus grande chose à faire. La légion est déjà formée depuis longtemps. Une partie de cette légion a pris part à la dernière offensive. Il ne reste que l'équipement d'un certain nombre de prisonniers, qui sollicitent d'être embarqués pour la Roumanie. Cette chose peut être faite même par un sous-officier.

Il est probable que les délégués du Conseil national prétendront que la légion est leur œuvre, mais toute l'Italie et tous les légionnaires pourront témoigner du contraire. Je publierai bientôt tous les actes. Les « ciocoi » sont méchants, mais inoffensifs, tant qu'ils ne trouvent pas d'instruments parmi les nôtres.

En ce qui concerne la propagande, MM. Orlando et Sonnino et avec eux toute l'Italie sont gagnés à notre cause, de sorte que même en ce qui concerne cette question, le Conseil de l'Unité roumaine n'avait que chercher à Rome.

J'arriverai à Paris lorsque la communication directe avec Bucarest sera rétablie. *Jusqu'alors veuillez continuer à accentuer, dans notre revue la « Transylvanie », notre décision de nous unir avec le peuple roumain du Royaume et de démocratiser à tout prix la Roumanie nouvelle.*

La situation juridique des Roumains de Transylvanie en France

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Nous apprenons avec un vif plaisir que, conformément à la demande que nous venons d'adresser à M. Victor Antonesco, Ministre de Roumanie à Paris, le gouvernement roumain a donné à son représentant en France, des instructions, concernant les Roumains des pays transcarpathiques, dont les intérêts seront désormais représentés par la Légation roumaine. Ces dispositions ont été prises sur les instances de M. Jules Maniu, président du Conseil des Roumains de Transylvanie, près du cabinet de Bucarest.

Elles mettent fin à la situation inextricable des Roumains transcarpathiques, que leur qualité de sujets austro-hongrois mettait jusqu'à présent dans une condition juridique peu conforme à leurs sentiments pour la France et pour leurs frères, du Royaume.

AVIS

Le Comité national des Roumains de Transylvanie et de Bucovine dans sa séance du 24 novembre déclare qu'après avoir dissipé tous les malentendus du passé il se considère comme étant la continuation du Comité des Roumains irrédents fondés par M. Simion Mandresco, Professeur à l'Université de Bucarest, il fusionne avec ce dernier comité, dont le président est M. Simion Mandresco. Ce comité est actuellement formé de trois groupes : un à Rome, présidé par M. Simion Mandresco, président, un à Paris, et un troisième aux Etats-Unis, sous la présidence du capitaine B. Stoica vice-président. Le bulletin officiel du comité des Roumains irrédents est *La Transylvanie*.

NOTES & DOCUMENTS

Le retour de M. Antonesco.

M. Antonesco, qui avait quitté Paris le 28 septembre pour gagner la Roumanie, faisant le voyage de Salonique à Jassy en aéroplane, vient de rentrer à Paris en qualité de ministre de Roumanie auprès du gouvernement de la République.

On se rappelle que M. Antonesco a déjà rempli ces fonctions chez nous, du mois d'août 1917 au mois d'avril 1918, époque où il offrit sa démission à la suite de l'arrivée au pouvoir du ministre Marghiloman.

A la suite de l'accomplissement de sa mission en aéroplane, M. Antonesco a été cité par le général Franchet d'Esperey, à l'ordre du jour de l'armée d'Orient.

Voici le texte de cette citation :

« M. Antonesco a accompli avec une rare audace une mission délicate et périlleuse. A réussi, grâce à son énergie et à sa persévérance et malgré de multiples difficultés, à assurer dans les meilleures conditions de rapidité la transmission de documents de la plus haute importance. »

C'est, en effet, grâce à ces documents et aux communications faites par la France au roi de Roumanie, que le gouvernement Marghiloman a été congédié et que l'action de l'armée a été coordonnée avec celle du général Berthelot.

La Transylvanie est heureuse du retour de M. Antonesco à la légation de Roumanie et elle se réjouit de penser qu'il sera désormais aussi le représentant des Roumains de Transylvanie, de la Bucovine et du Banat.

Une lettre de M. DRAGHICESCO

Nous recevons la lettre suivante de M. D. Draghicesco :
A Monsieur le Directeur de la revue *La Transylvanie*, Paris.

Monsieur,

Vous avez publié dans le numéro 14 du 1^{er} décembre de *La Transylvanie* (page 13), un « Avis » qui contient des affirmations que je ne puis laisser sans réponse.

Aux allégations contenues dans l'avis sus-mentionné, voici ce que j'ai à répondre :

1° J'ai reçu une somme de 20.000 francs, qui a été mise à ma disposition en vue de visiter les Transylvains prisonniers de guerre en France, leur faire des conférences et adoucir leur captivité.

2° De cette somme, j'ai versé au trésorier pour la revue *La Transylvanie* deux mille francs pour frais d'impression en outre, huit cent francs ont été dépensés par moi pour l'administration et la rédaction, comme les quittances en font preuve, et six cents francs payés, appointements, contre quittances, au secrétaire du Comité Jean Bortes (août et septembre).

3° En dehors des fonds de 20.000 fr. dont il est parlé ici, je n'ai reçu aucune autre somme, ni pour le Comité transylvain ni personnellement, pour l'action en faveur des prisonniers transylvains ou dans un autre but.

4° Pour l'emploi du fonds de 20.000 francs, je ne devais aucun compte au Comité transylvain, mais bien à l'éminente personnalité qui m'avait confié cette somme. J'ai scrupuleusement rempli ce devoir.

D. DRAGHICESCO.

N.-B. — Ont été dépensées pour les prisonniers, comme les quittances en font preuve, les sommes suivantes, par les membres suivants de notre Comité :

Jean Tisca, mission à Lyon	Fr.	1.080	»
Jean Tisca, mission à Grenoble, Marseille		464	45
Jean Tisca, mission à Lyon		110	65
Axente, mission à Caen, Dives, Rouen		621	»
D. Draghicesco, mission avec T. Vuia à Bordeaux ..		650	»
Jean Bortes, différentes missions à Rouen, Londres, etc.		1.724	»

D. DRAGHICESCO.

Réponse

Dans la séance du Comité du 3 août 1918, M. Draghicesco, qui en était le Secrétaire général, a annoncé qu'il a reçu deux chèques de dix mille francs chacun, et il a exprimé son désir de présenter le plus tôt possible, les comptes à une commission de contrôle, qui a été nommée dans cette séance même.

Plus tard, cette commission a été remplacée par une autre. Lorsque la commission de contrôle se présenta pour demander compte à M. Draghicesco de l'emploi des sommes qu'il aurait reçues pour le Comité, il a déclaré n'avoir aucun compte à rendre au Comité transylvain, parce que les sommes reçues lui auraient été données personnellement pour être employées comme il le jugerait convenable.

Nous avons reproduit cette réponse dans l'avis du numéro 14. Jusqu'ici, nous sommes d'accord avec M. Draghicesco; cependant, nous ne comprenons pas pourquoi veut-il user du droit de réponse et de notre publicité, pour expliquer comment il a employé l'argent reçu.

Il prétend qu'il a versé à notre trésorier deux mille francs pour la revue *La Transylvanie*. C'est exact. Il prétend, en outre, avoir dépensé huit cent francs, pour la rédaction et l'administration de la revue, comme les quittances en font preuve. Tous les membres du Comité, intellectuels, commerçants, industriels et ouvriers travaillent gratuitement en contribuant même avec de l'argent pour notre œuvre, chacun selon ses moyens.

D'ailleurs, jusqu'à la démission de M. Draghicesco, il a été fourni peu de travail au Secrétariat. Nous avons trouvé à peine quelques copies de procès-verbaux; il n'y a pas eu de registres en règle, presque rien.

Nous observons aussi que dans la somme de 1.724 francs qu'on prétend avoir été dépensée par M. Bortes, qui ne fait plus partie de

notre Comité, pour la visite des prisonniers, il y a seulement deux quittances, l'une de 424 fr. 70, l'autre de 492 fr. 40, où sont spécifiées en détail les dépenses. Dans les autres, on ne trouve pas la justification de l'emploi des sommes reçues.

Logiquement, M. Draghiceco avait deux voies à suivre : La première, c'était de ne rendre aucun compte de l'emploi de la somme reçue et de se contenter du compte, qu'il prétend avoir rendu à la personnalité, qui lui avait confié la somme; la seconde voie, c'était de rendre des comptes à une commission dont quelques membres du Comité transylvain auraient fait partie et qui auraient pu savoir par eux-mêmes si la somme a été véritablement employée pour les prisonniers.

Nous nous sommes contentés de la réponse que M. Draghicesco avait faite à notre commission de contrôle. Mais, s'il estime qu'il est moralement nécessaire pour lui de justifier de l'emploi de la somme reçue, il faut qu'il rende des comptes en règle. Nous ne pouvons nous prêter à la manière de rendre des comptes autrement que conformément aux règles établies.

Néerologie

Nous avons le profond regret d'annoncer à nos lecteurs, la mort de notre compatriote et ami, Emile Staïco.

Professeur de sciences physiques au collège de Tulcea, il vint à Paris pour achever des études déjà avancées et qu'il était en train de finir quand la guerre éclata : Patriote ardent, il s'estima heureux de consacrer également une grande partie de son activité à une cause, qui lui était chère entre toutes; la défense des intérêts nationaux de son pays ainsi que le rapprochement franco-roumain. En effet, dès 1912, il fit plusieurs conférences sur les relations entre les Roumains et les Serbes, les Roumains et les Bulgares, contributions fort précieuses à des questions peu connues de la politique balkanique.

Mais ce qui le passionnait le plus, c'était de faire connaître et aimer dans l'Occident le peuple roumain, par la publication d'une *Bibliothèque franco-roumaine* où il a déjà fait paraître une étude intéressante intitulée : *La Vérité sur le peuple roumain et la Propagande anti-roumaine*.

Il se proposait également d'étudier successivement dans une série de brochures : *Les chansons populaires roumaines, la terre et le peuple roumain, la Dobroudja et les prétentions bulgares*, etc.

Une mort prématurée l'a malheureusement empêché de donner suite à ces vastes projets et a privé la cause roumaine de l'un de ses plus actifs et enthousiastes défenseurs.

Le Comité National de Paris des Roumains de Transylvanie et de Bucovine vine, qui s'honorait de le compter parmi ses membres, exprime à la famille de Staïco, ses plus sincères condoléances dans la douloureuse épreuve qu'elle vient de subir.